



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 17 janvier 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, novembre 2007 2

Les non-résidents ont apporté des modifications importantes à leurs portefeuilles en novembre, ayant réduit leurs avoirs d'actions canadiennes de façon substantielle en faveur d'obligations du gouvernement fédéral. Ils ont ainsi retranché pour une valeur totale de 4,8 milliards de dollars de titres canadiens. Par ailleurs, les Canadiens se sont départis de 4,5 milliards de dollars de titres étrangers en novembre, tous en obligations étrangères.

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, quatrième trimestre de 2007 et année 2007 6

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels a atteint un septième sommet annuel consécutif en 2007, en grande partie grâce aux progressions énormes affichées par la construction d'immeubles à bureaux en Alberta et en Colombie-Britannique. L'investissement dans des projets commerciaux, industriels et institutionnels a atteint 39,8 milliards de dollars, en hausse de 10,8 % par rapport à 2006.

Étude : Les termes de l'échange et les dépenses intérieures, 2002 à 2006 10

Fil d'acier et certains produits de fil métallique, novembre 2007 11

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, décembre 2007 11

Tuyaux et tubes en acier, novembre 2007 11

Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, novembre 2007 11

Nouveaux produits 12



Communiqués

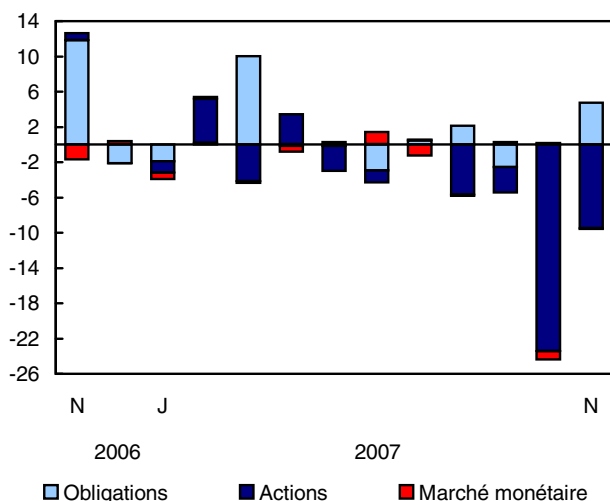
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Novembre 2007

Les non-résidents ont apporté des modifications importantes à leurs portefeuilles en novembre, ayant réduit leurs avoirs d'actions canadiennes de façon substantielle en faveur d'obligations du gouvernement fédéral. Ils ont ainsi retranché pour une valeur totale de 4,8 milliards de dollars de titres canadiens. Par ailleurs, les Canadiens se sont départis de 4,5 milliards de dollars de titres étrangers en novembre, tous en obligations étrangères.

Investissements étrangers de portefeuille en valeurs mobilières canadiennes

En milliards de dollars



Achats étrangers importants d'obligations en circulation du gouvernement fédéral

Les non-résidents ont acquis pour une valeur de 4,8 milliards de dollars d'obligations canadiennes en novembre, le niveau d'activité le plus élevé depuis mars, alors que les acquisitions s'étaient élevées à 10,0 milliards de dollars. Plus des deux tiers (3,3 milliards de dollars) de cet ajout en novembre ont été en obligations du gouvernement fédéral, essentiellement des instruments en circulation venant

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

En novembre, les **taux d'intérêt** canadiens à court terme ont fléchi légèrement de 5 points de base pour s'établir à 3,91 %. Par ailleurs, en réaction à la baisse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale à la fin d'octobre, les taux à court terme aux États-Unis ont plongé de 63 points de base pour s'établir à 3,27 %, soit la plus forte diminution mensuelle depuis avril 2001. L'écart des taux d'intérêt entre le Canada et les États-Unis s'est élargi considérablement pour se situer à 64 points de base, favorisant l'investissement au Canada. Il s'agit du plus grand écart observé en trois ans.

Les taux d'intérêt à long terme dans les deux pays ont subi une forte diminution au cours du mois; les taux canadiens ont fléchi de 24 points de base pour s'établir à 4,07 %, et les taux américains ont plongé de 45 points de base pour s'établir à 4,03 %. L'écart de 4 points de base entre les taux des deux pays a fait en sorte que les taux canadiens ont dépassé les taux américains pour la première fois depuis mars 2005.

Après que les **cours des actions** ont atteint un sommet dans les deux pays en octobre, ils ont subi un recul important en novembre. Les cours des actions canadiennes ont régressé alors que l'indice composite Standard and Poor's / Toronto Stock Exchange a enregistré une perte de 6,4 %. L'indice a clôturé le mois à 13 689,1, soit la plus forte baisse mensuelle depuis octobre 2002. Le secteur des services de télécommunications a principalement contribué à cette diminution mensuelle.

Les cours des actions américaines, entraînés par les actions du secteur financier, ont aussi reculé au cours du mois alors que l'indice composite Standard and Poor's a régressé de 4,4 % pour terminer le mois à 1 481,1.

Le **dollar canadien** a reculé de 5,85 cents US pour s'afficher à parité avec le dollar américain à la fin de novembre.

Définitions

Les séries de données sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions, en obligations et en instruments (ou effets) du marché monétaire tant pour les émissions canadiennes qu'étrangères.

Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.

Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.

Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins.

à échéance au cours des deux prochaines années. En novembre, l'écart des taux d'intérêt entre le Canada et les États-Unis s'est accru considérablement pour atteindre un sommet inégalé en deux ans, en faveur de l'investissement au Canada.

En outre, les non-résidents ont continué d'investir dans les obligations d'entreprises publiques fédérales en novembre. Après avoir acquis pour 1,5 milliard de dollars d'obligations d'entreprises publiques fédérales en octobre, ils en ont acheté pour une valeur de 1,1 milliard de dollars en novembre, dont la moitié était de nouvelles émissions.

Par ailleurs, l'investissement étranger en obligations d'administrations publiques provinciales a rebondi (297 millions de dollars) bien qu'il n'y ait pas eu d'obligations de cette nature ayant été placées sur les marchés étrangers au cours des six derniers mois. En revanche, l'investissement étranger en obligations de sociétés privées est demeuré stable, les acquisitions de nouvelles obligations et d'obligations en circulation ayant été annulées par les remboursements.

Sur le plan régional, les investisseurs britanniques ont poursuivi leurs fortes acquisitions d'obligations canadiennes en novembre (1,5 milliard de dollars). Parallèlement, les investisseurs européens à l'extérieur des zones de l'Union européenne et de l'Organisation de coopération et de développement économiques ont acquis de ces obligations pour un montant semblable, dépassant ainsi l'investissement combiné des investisseurs américains et japonais.

Légère réduction des investissements en instruments du marché monétaire canadien

Les non-résidents se sont départis d'un montant modeste de 92 millions de dollars en effets canadiens de court terme en novembre, après en avoir retranché pour une valeur de 968 millions de dollars en octobre. Ce désinvestissement étranger a porté de nouveau sur les bons du Trésor du gouvernement fédéral (249 millions de dollars) et les effets de sociétés privées (260 millions de dollars).

La réduction a été largement effacée par l'ajout d'effets d'entreprises publiques fédérales pour une valeur de 468 millions de dollars. À l'exception du mois d'octobre, les non-résidents ont investi sans répit dans ces instruments depuis mai 2007, y ayant placé pour une valeur de 2,0 milliards de dollars.

Sur le plan des devises, les non-résidents ont investi 306 millions de dollars en effets canadiens libellés en dollars américains et ont vendu pour 255 millions de dollars en instruments libellés en dollars canadiens.

Les prises de contrôle continuent d'entraîner à la baisse les avoirs étrangers en actions de portefeuille canadiennes

En novembre, les non-résidents ont vendu des actions canadiennes pour une valeur appréciable de 9,5 milliards de dollars. L'activité importante liée

aux prises de contrôle en octobre s'est poursuivie en novembre, les remboursements d'actions de portefeuille canadiennes s'étant élevés à une valeur nette de 6,1 milliards de dollars au cours du mois. Cette activité s'ajoute au montant record de 24,7 milliards de dollars de remboursements nets d'actions de portefeuille survenus en octobre.

En outre, les non-résidents se sont départis d'actions canadiennes en circulation pour une valeur de 3,4 milliards de dollars, surtout des actions de banques et de sociétés du secteur énergétique. En novembre, les cours des actions canadiennes ont subi leur plus forte baisse mensuelle en cinq ans, l'indice composite Standard and Poor's / Toronto Stock Exchange ayant régressé de 6,4 %.

Désinvestissement record en obligations étrangères

Dans l'ensemble, les Canadiens se sont départis d'obligations étrangères pour une valeur record de 4,8 milliards de dollars en novembre. Après avoir affiché un répit en octobre, les résidents se sont de nouveau départis d'obligations du gouvernement américain de façon soutenue et en ont vendu pour un montant inégalé de 3,2 milliards de dollars en novembre, surtout des obligations à courte échéance. En novembre, les cours des obligations à court terme du gouvernement américain ont monté en flèche à la suite de la baisse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale à la fin octobre.

Les Canadiens ont aussi vendu en novembre pour une valeur de 362 millions de dollars d'obligations de sociétés américaines, ce qui a constitué un revirement par rapport à la série d'investissements consécutifs ayant débuté en août 2006. De plus, les résidents se sont départis d'un montant appréciable de 1,2 milliard de dollars en obligations étrangères autres qu'américaines au cours du mois, notamment des obligations feuille d'érable (les obligations étrangères libellées en dollars canadiens) pour une valeur de 949 millions de dollars.

Les Canadiens réduisent de nouveau leurs avoirs en instruments du marché monétaire étranger

En novembre, les résidents se sont départis d'instruments du marché monétaire étranger pour une valeur de 418 millions de dollars. Les ventes ont porté entièrement sur des effets de sociétés, particulièrement ceux émis par des institutions financières. Toutefois, les Canadiens ont continué d'investir dans les bons du Trésor américains, en ayant acheté pour 529 millions de dollars en novembre.

Sur le plan des devises, les résidents ont retranché de leurs avoirs une valeur de 771 millions de dollars d'effets étrangers libellés en dollars canadiens au cours du mois.

Les investisseurs canadiens privilégient les actions de banques américaines

Les Canadiens ont acquis des actions étrangères sans interruption depuis octobre 2006, en ayant acheté pour 717 millions de dollars en novembre, toutes des actions américaines. Malgré la forte baisse des cours des actions américaines en novembre, les Canadiens en ont acquis pour un montant de 1,2 milliard de dollars au cours du mois, portant leurs achats des trois derniers mois à un total de 4,3 milliards de dollars.

Les actions de banques américaines se sont hissées en tête des investissements canadiens en novembre. Selon l'indice composite Standard and Poor's, les cours des actions de ce secteur ont reculé d'une moyenne de 10 % au cours du mois et de plus de 26 % depuis janvier 2007.

À l'inverse, les investisseurs canadiens se sont départis, en novembre, d'actions étrangères autres qu'américaines pour une valeur de 495 millions de dollars, ayant annulé ainsi complètement leurs investissements effectués en octobre (493 millions de dollars).

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0018 à 376-0029, 376-0042, 376-0058 et 376-0063.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1535.

Le numéro de novembre 2007 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

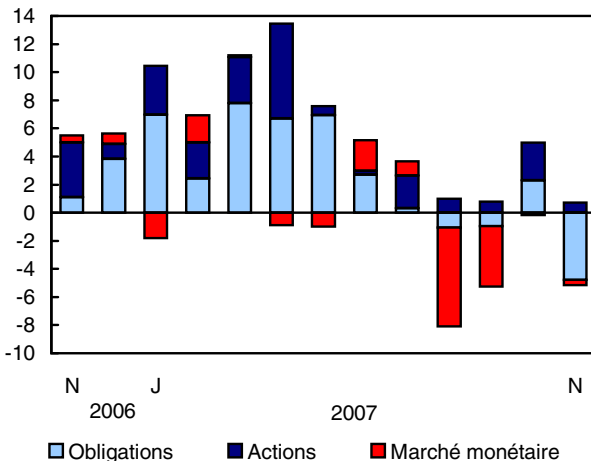
Les données de décembre 2007 sur les opérations internationales du Canada en valeurs mobilières seront diffusées le 20 février.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Boulay au 613-951-1872, Division de la balance des paiements.

□

Investissements canadiens de portefeuille en valeurs mobilières étrangères¹

En milliards de dollars



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Août 2007	Septembre 2007	Octobre 2007	Novembre 2007	Janvier à novembre 2006	Janvier à novembre 2007
en millions de dollars						
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	-3 748	-5 154	-24 252	-4 838	34 332	-34 823
Obligations (nettes)	2 119	-2 557	154	4 765	20 115	9 998
Émissions en circulation	1 400	4 291	-577	4 612	13 462	10 625
Nouvelles émissions	787	4 715	3 803	1 352	38 933	40 054
Remboursements	-948	-11 238	-3 496	-1 273	-33 848	-42 223
Changement aux intérêts à payer ¹	880	-325	424	73	1 567	1 542
Instruments du marché monétaire (nets)	-148	303	-968	-92	3 334	-1 916
Gouvernement du Canada	912	-572	-271	-249	2 681	-2 921
Autres	-1 060	875	-697	157	653	1 004
Actions (nettes)	-5 719	-2 900	-23 438	-9 511	10 883	-42 904
Émissions en circulation	-3 127	-2 379	1 263	-3 430	21 789	1 252
Autres transactions	-2 592	-521	-24 701	-6 081	-10 905	-44 156
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	7 125	4 509	-4 781	4 467	-73 063	-43 344
Obligations (nettes)	1 065	940	-2 307	4 767	-39 761	-29 375
Actions (nettes)	-986	-790	-2 671	-717	-27 253	-24 487
Instruments du marché monétaire (nets)	7 046	4 359	197	418	-6 050	10 518

1. Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: Un signe négatif indique une sortie de capitaux du Canada, c'est-à-dire un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.

■

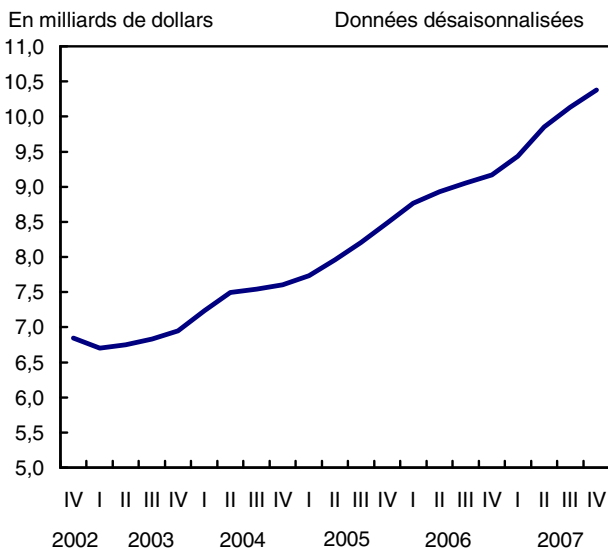
Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

Quatrième trimestre de 2007 et année 2007

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels a atteint un septième sommet annuel consécutif en 2007, en grande partie grâce aux progressions énormes affichées par la construction d'immeubles à bureaux en Alberta et en Colombie-Britannique.

L'investissement dans des projets commerciaux, industriels et institutionnels a atteint 39,8 milliards de dollars, en hausse de 10,8 % par rapport à 2006. Par ailleurs, les perspectives pour 2008 demeurent positives (plus de 12 000 grands projets en construction d'une valeur de 21,5 milliards de dollars), en hausse de 4,0 % par rapport à la même période en 2006.

La croissance des investissements en construction de bâtiments non résidentiels se poursuit



En dollars constants, les investissements annuels ont connu une hausse de 1,5 % par rapport à 2006, ayant atteint un sommet de 29,2 milliards de dollars.

Deux composantes ont contribué aux progrès réalisés en 2007. Les investissements commerciaux ont augmenté de 18,3 % par rapport à 2006 pour s'établir à un niveau record de 23,8 milliards de dollars, tandis que les investissements institutionnels ont progressé de 3,9 % pour passer à 10,4 milliards de dollars, ce qui constitue également un sommet. Les investissements industriels ont reculé de 3,4 % pour s'établir à 5,6 milliards de dollars.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels exclut les travaux de génie. Ces données proviennent de l'Enquête sur les permis de construction, menée auprès des municipalités et visant à recueillir des renseignements sur les intentions de construction.

Des modèles de mise en place sont attribués pour chaque type de structure (industriel, commercial et institutionnel). Ces modèles de mise en place servent à répartir la valeur des permis de bâtir selon la durée des travaux. Les modèles diffèrent selon la valeur du projet de construction, car un projet de plusieurs millions de dollars prendra généralement plus de temps à achever qu'un projet d'une centaine de milliers de dollars.

De plus, les données des enquêtes sur les dépenses en immobilisations et en réparations sont utilisées comme source de données complémentaire pour élaborer cette série d'investissements. Les données de l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels tiennent également compte des valeurs repères d'investissement en construction non résidentielle des Comptes nationaux de revenus et dépenses de Statistique Canada.

Dans le cadre du communiqué de l'Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

L'économie dynamique de l'Ouest canadien a continué de stimuler le secteur de la construction non résidentielle. L'Alberta et la Colombie-Britannique à elles seules ont été à l'origine de plus de 80 % de l'accroissement total de l'investissement national en construction dans le secteur non résidentiel en 2007. Dans ces deux provinces, les projets commerciaux ont constitué la part la plus importante de l'investissement.

Parmi les autres facteurs déterminants à mentionner figurent les faibles taux d'inoccupation des immeubles à bureaux dans les grands centres urbains, une forte demande de biens durables des consommateurs et un niveau élevé de bénéfices des sociétés, plus particulièrement ceux des banques et de l'industrie du pétrole et du gaz.

Sur une base trimestrielle, l'investissement a atteint 10,4 milliards de dollars au cours des trois derniers mois de 2007, soit 2,4 % de plus qu'au troisième trimestre. Il s'agit de la 19^e hausse trimestrielle consécutive. Cette dernière est principalement attribuable aux investissements commerciaux soutenus en Alberta et dans le Centre du Canada. Les trois composantes ont contribué à cette hausse.

Dans l'ensemble, six provinces ont enregistré des augmentations au quatrième trimestre, mais les

hausse les plus marquées en dollars se sont produites en Ontario, en Alberta et au Québec. Dans ces trois provinces, l'investissement total a atteint des sommets, en grande partie grâce à la construction de grands immeubles à bureaux déjà en cours.

Parmi les 34 régions métropolitaines de recensement (RMR), 21 ont affiché des hausses au quatrième trimestre, Toronto et Calgary ayant enregistré les augmentations les plus fortes (en dollars). Ces deux provinces ont atteint des sommets.

Par contre, Ottawa a affiché la baisse la plus marquée, à la suite d'une diminution des trois composantes.

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Quatrième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Troisième trimestre au quatrième trimestre de 2007
Données désaisonnalisées				
	en millions de dollars			variation en %
St. John's	41	50	42	-15,7
Halifax	125	84	83	-2,1
Moncton	43	51	56	9,5
Saint John	23	38	42	8,6
Saguenay	37	40	44	10,2
Québec	171	210	229	9,1
Sherbrooke	47	43	41	-4,5
Trois-Rivières	38	52	59	13,2
Montréal	755	849	878	3,4
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	429	413	398	-3,6
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	42	48	53	10,2
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	387	365	345	-5,4
Kingston	38	49	53	8,5
Peterborough	19	14	15	3,4
Oshawa	100	95	95	-0,3
Toronto	1 525	1 694	1 834	8,2
Hamilton	160	125	136	8,8
St. Catharines-Niagara	86	65	61	-6,7
Kitchener	130	135	130	-3,1
Brantford	31	38	34	-11,9
Guelph	53	50	44	-11,6
London	116	132	142	7,1
Windsor	85	85	81	-4,8
Barrie	69	63	64	1,8
Grand Sudbury	37	67	70	5,2
Thunder Bay	24	19	20	5,2
Winnipeg	179	160	147	-7,9
Regina	66	69	84	20,8
Saskatoon	111	88	96	9,6
Calgary	809	1 232	1 313	6,6
Edmonton	402	447	437	-2,3
Kelowna	44	63	73	16,7
Abbotsford	81	61	58	-4,1
Vancouver	752	864	869	0,5
Victoria	113	110	111	1,0

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Composante commerciale : investissement important dans l'Ouest et dans le Centre du Canada

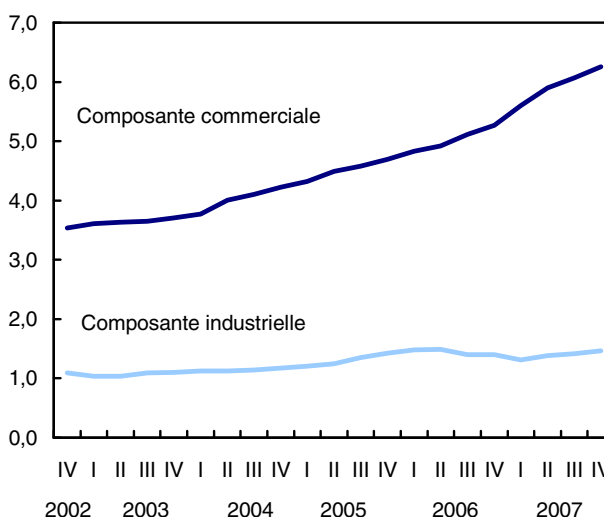
L'investissement commercial a augmenté pour un 20^e trimestre consécutif, s'étant établi à 6,3 milliards de dollars au cours des trois derniers mois de 2007, en hausse de 2,9 % par rapport au troisième trimestre.

L'investissement commercial a ainsi atteint un niveau record pour l'ensemble de 2007, en raison des fortes dépenses au chapitre de la construction d'immeubles à bureaux et de bâtiments pour les commerces de détail et de gros en Alberta, en Colombie-Britannique et dans le Centre du Canada.

Les investissements dans les bâtiments commerciaux atteignent un sommet

En milliards de dollars

Données désaisonnalisées



À l'échelon provincial, les hausses les plus fortes en dollars au quatrième trimestre se sont produites en Alberta, en Ontario et au Québec. Ces trois provinces ont atteint des sommets.

En revanche, le Manitoba a connu une baisse pour un troisième trimestre consécutif, soit de 18,7 %, les investissements s'étant établis à 101 millions de dollars.

Au total, 20 des 34 RMR ont enregistré des augmentations au cours des trois derniers mois de 2007. Calgary a connu les hausses les plus marquées, suivie de près de Toronto.

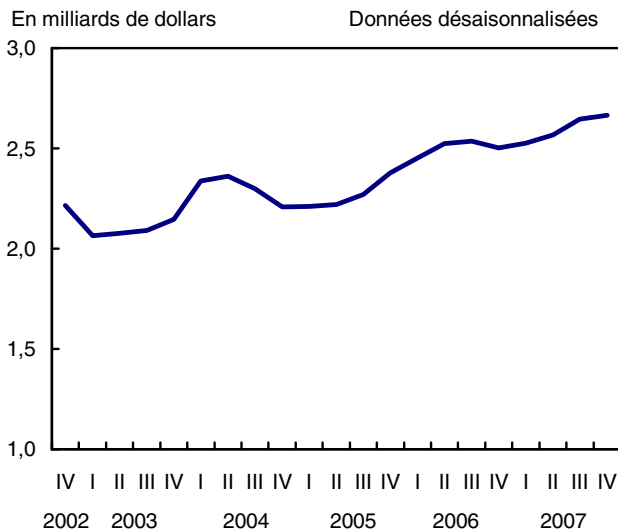
Winnipeg a affiché la plus forte baisse (-21,7 %) au quatrième trimestre. Il s'agit d'une troisième diminution trimestrielle consécutive. Cette diminution s'explique par la baisse des dépenses de grands projets commerciaux qui étaient sur le point d'être terminés à la fin de 2007.

Plusieurs facteurs économiques ont servi à maintenir un environnement fertile pour le secteur commercial, dont une croissance vigoureuse dans les secteurs des commerces de détail et de gros ainsi qu'un faible taux d'occupation des immeubles à bureaux dans les grands centres urbains.

Investissement record au quatrième trimestre dans les bâtiments institutionnels

Les investissements en construction de bâtiments institutionnels ont atteint un niveau record de 2,7 milliards de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 0,7 % par rapport aux trois mois précédents.

Les investissements en bâtiments institutionnels progressent pendant quatre trimestres consécutifs



Les hausses des investissements au quatrième trimestre se sont produites dans cinq provinces et deux territoires. Le Québec a affiché la progression la plus forte en dollars, ce qui constitue une quatrième hausse trimestrielle consécutive. Cette croissance survient à la suite des dépenses importantes pour la construction d'établissements d'enseignement et de soins de santé.

Par contre, la Colombie-Britannique a affiché la baisse la plus marquée en dollars, le résultat des projets de construction de bâtiments institutionnels qui ont été entrepris à la fin de 2005 et au début de 2006 et qui sont maintenant presque terminés.

Parmi les 34 RMR, 17 ont affiché des hausses. Toronto et Montréal ont enregistré les augmentations

trimestrielles les plus fortes, en raison des dépenses plus élevées au chapitre des projets de construction d'établissements d'enseignement et de soins de santé.

Après 10 hausses trimestrielles consécutives, Calgary a affiché la baisse la plus forte en dollars. En dépit de ce recul, le total pour l'année a été supérieur de 72,4 % au niveau enregistré en 2006.

Composante industrielle : augmentation au cours des trois derniers trimestres

L'investissement industriel a atteint 1,5 milliard de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 3,5 % par rapport au troisième trimestre. Il s'agit d'une troisième hausse trimestrielle consécutive. L'augmentation est attribuable aux dépenses élevées pour la construction de bâtiments d'entretien et de l'industrie primaire dans sept provinces.

En dépit de l'augmentation au quatrième trimestre, l'investissement industriel total pour l'année a diminué de 3,4 %, en raison d'une baisse des dépenses dans six provinces.

À l'échelon provincial, l'apport le plus important à la hausse trimestrielle (en dollars) a été celui de l'Ontario. Cela rend compte du nombre plus élevé de grands projets de construction d'usines de fabrication, de bâtiments de services publics et de bâtiments d'entretien qui ont été entrepris en 2006 et en 2007.

Après deux hausses trimestrielles, le Québec a affiché la baisse la plus marquée (en dollars), l'investissement dans les bâtiments de fabrication et de services publics ayant diminué. Cette baisse est le résultat de plusieurs projets industriels qui ont été entrepris en 2005 et en 2006 et qui sont maintenant presque terminés.

Les fabricants ont continué de faire face à des coûts de production accrus, à une plus grande concurrence à l'échelle mondiale et à l'appréciation du dollar canadien au quatrième trimestre. Malgré cela, ils sont demeurés optimistes concernant les perspectives de production, selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires de Statistique Canada pour octobre 2007.

Parmi les 34 RMR, 20 ont affiché des hausses. Toronto a enregistré les augmentations les plus fortes au quatrième trimestre, à la suite des dépenses plus élevées pour la construction de bâtiments de fabrication, d'entretien et de services publics.

Pour un deuxième trimestre consécutif, Calgary a enregistré la baisse la plus marquée en dollars, à la suite d'un recul dans la majeure partie des catégories de construction industrielle.

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

	Quatrième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Troisième trimestre au quatrième trimestre de 2007
Données désaisonnalisées				
	en millions de dollars			variation en %
Canada	9 169	10 131	10 379	2,4
Terre-Neuve-et-Labrador	58	82	72	-11,8
Île-du-Prince-Édouard	30	29	21	-25,8
Nouvelle-Écosse	217	184	183	-0,5
Nouveau-Brunswick	155	167	183	9,2
Québec	1 486	1 631	1 686	3,4
Ontario	3 472	3 682	3 773	2,5
Manitoba	244	239	226	-5,4
Saskatchewan	257	233	265	13,7
Alberta	1 854	2 358	2 443	3,6
Colombie-Britannique	1 361	1 488	1 490	0,1
Yukon	22	18	15	-12,3
Territoires du Nord-Ouest	11	16	18	9,9
Nunavut	4	3	3	-19,5

Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0016.

Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 5014.

Des données plus détaillées sur l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels sont également offertes dans des tableaux gratuits à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bechir Oueriemmi au 613-951-1165 (bdp_information@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital. ■

Étude : Les termes de l'échange et les dépenses intérieures

2002 à 2006

L'amélioration des termes de l'échange qui s'est produite de 2002 jusqu'à la première moitié de 2007 a été à l'origine d'environ un tiers de la croissance du revenu réel. Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté en moyenne de 2,6 % par année alors qu'en tenant compte de l'ajustement des termes de l'échange, le revenu intérieur brut réel a connu une augmentation moyenne de 3,4 % par année.

Selon une nouvelle étude parue aujourd'hui dans *L'observateur économique canadien*, il est important d'intégrer les variations des termes de l'échange à la croissance du revenu réel pour comprendre la croissance dans la consommation, l'investissement, les importations ainsi que dans la demande intérieure finale (DIF).

L'étude soutient que la mesure de la croissance économique qui est généralement utilisée, le PIB réel, peut sous-estimer la croissance du revenu réel lorsque de grandes variations des termes de l'échange se produisent. Lorsque de grandes fluctuations dans les termes de l'échange se produisent, il est nécessaire de passer à une mesure du revenu réel ajustée pour tenir compte des termes de l'échange, mesure que l'on appelle revenu intérieur brut (RIB) réel, afin de mieux comprendre les variations des dépenses intérieures.

L'étude montre que les termes de l'échange ont augmenté de 22,3 % pour la période allant de 2002 jusqu'à la première moitié de 2007. Le PIB réel, qui ne tient pas compte des variations du pouvoir d'achat provenant des termes de l'échange, a augmenté de 15,1 %, soit une moyenne de 2,6 % par année. Le RIB réel, qui tient compte du pouvoir d'achat grandissant des Canadiens, a augmenté de 23 %, soit une moyenne de 3,4 % par année. L'amélioration des termes de l'échange a été à l'origine d'environ 8 points de pourcentage, ou du tiers, de la croissance du revenu réel.

Selon l'étude, le pouvoir d'achat plus élevé a influencé les dépenses intérieures. Parce que le changement des termes de l'échange signifiait que chaque exportation pouvait acheter plus d'importations, la croissance du volume des importations a grandement dépassé celle des exportations. De 2002 jusqu'à la première moitié de 2007, les exportations réelles ont augmenté de 7,9 %, se rapprochant ainsi du sommet atteint en 2000. Cependant, les importations réelles ont progressé de 36,8 %.

Le flot accru d'importations reflète une plus grande croissance de la DIF. La DIF est une mesure

composée de la consommation, de l'investissement ainsi que des dépenses du gouvernement et elle est souvent utilisée pour évaluer la force de l'économie intérieure. De 2002 jusqu'à la première moitié de 2007, la DIF a augmenté de 23,4 %, ce qui a largement compensé le ralentissement de l'économie attribuable aux exportations nettes.

La croissance de la DIF a été généralisée. Les consommateurs comme les entreprises ont bénéficié de l'amélioration des termes de l'échange. De 2002 jusqu'à la première moitié de 2007, la consommation réelle a augmenté de 20,9 %, ce qui est supérieur au PIB réel (+15,1 %), mais cohérent avec la croissance de 23 % du RIB réel. L'investissement réel, qui est plus sensible que la consommation en raison de son fort contenu d'importations, a augmenté de 40 %.

Lorsque le PIB réel est utilisé comme mesure du revenu réel au Canada, les tendances des dépenses intérieures et du revenu réel sont difficiles à concilier. Pour la période allant de 2002 jusqu'à la première moitié de 2007, le PIB réel a crû de 15,1 %, alors que la DIF a augmenté de 23,4 %, ce qui pourrait faire croire que les dépenses intérieures dépassent le revenu réel. En reconnaissant l'influence des termes de l'échange sur l'ensemble des dépenses, la différence entre la croissance du revenu réel et celle de la DIF disparaît — le RIB réel a augmenté de 23 %, ce qui montre que dans les faits, la croissance de la DIF a été soutenue par la croissance du revenu réel.

Nota : Le revenu intérieur brut (RIB) réel constitue une mesure du pouvoir d'achat réel des revenus générés au Canada. Le RIB réel est reconnu officiellement comme agrégat comptable dans le Système de comptabilité nationale de 1993.

Le RIB réel est composé du produit intérieur brut réel et d'un gain commercial qui tient compte des fluctuations du pouvoir d'achat imputables aux prix.

Le gain commercial mesure l'effet des variations des prix — les termes de l'échange principalement — sur le revenu réel. Le gain commercial est calculé en utilisant le même déflateur pour les exportations et les importations.

Le document de recherche «Les termes de l'échange et la dépense intérieure», qui fait partie de la publication *Aperçus sur l'économie canadienne* (11-624-MIF2008018, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Cet article paraît aussi dans le numéro en ligne de janvier 2008 de *L'observateur économique canadien*, vol. 21, n° 1 (11-010-XWB, gratuit), également accessible à partir de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philip Cross au 613-951-9162, Division de l'analyse économique de conjoncture. ■

Fil d'acier et certains produits de fil métallique

Novembre 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de novembre sur la production de fil d'acier et de certains produits de fil métallique.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0047.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2106.

Le numéro de novembre 2007 de la publication *Acier, produits tubulaires et fil d'acier* (41-019-XWF, gratuite) paraîtra sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction

Décembre 2007

L'indice total des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada est demeuré inchangé en décembre par rapport à son niveau de 140,2 noté en novembre (1992=100). L'indice composite a augmenté de 0,9 % par rapport à l'indice inscrit en décembre 2006 (139,0).

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 20 régions métropolitaines tant pour les taux de base que pour les taux incluant certains paiements supplémentaires. Des indices (1992=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité des métiers est couverte par les conventions collectives actuelles.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 327-0003 et 327-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2307.

Le numéro du quatrième trimestre de 2007 de la publication *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XWF, gratuite) paraîtra en avril.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606; télécopieur : 613-951-1539 (prices-prix@statcan.ca) ou avec Louise Chainé au 613-951-3393, Division des prix. ■

Tuyaux et tubes en acier

Novembre 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de novembre sur la production et les livraisons de tuyaux et de tubes en acier.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0046.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2105.

Le numéro de novembre 2007 de la publication *Acier, produits tubulaires et fil d'acier* (41-019-XWF, gratuite) paraîtra sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre

Novembre 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de novembre sur la laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2110.

Les données sont offertes sur demande seulement. Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien, janvier 2008,
vol. 21, n^o 1
Numéro au catalogue : 11-010-XWB
(gratuit).

**Aperçus sur l'économie canadienne : «Les termes
de l'échange et la dépense intérieure»**, n^o 18
Numéro au catalogue : 11-624-MIF2008018
(gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF,
-XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte
sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version
électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version
électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version
électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base
de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

• Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez
inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la
TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web
de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Deuxième édition à 8 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements en transport urbain par semaine. Le transport urbain, soit le mode de transport le plus utilisé, a diminué de 25 % depuis 1986. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'issue de la croissance de l'économie et de des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été contre toute attente relativement faible.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
- Indice de la offre d'emploi, mai 1997 - Enquête sur les entreprises à court terme - Ajuster les données provinciales, novembre 1996 - Production d'acier, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	
 Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.